



LA POLITIQUE DE CONTRÔLE ET DE PRÉVENTION DES CAF : RÉSULTATS 2017

DOSSIER DE PRESSE

26 AVRIL 2018

SOMMAIRE

1. LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE POUR ASSURER LE PAIEMENT JUSTE DES DROITS 3

- > Plus de 35 millions de points de contrôle vérifiés par les Caf en 2017
- > Une augmentation des résultats de la lutte contre la fraude de 5% grâce à une meilleure détection
- > Toutes les fraudes détectées par les Caf sont sanctionnées

2. UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE QUI S'APPUIE ÉGALEMENT SUR LA PRÉVENTION ET CONTRIBUE AU RECOURS AUX DROITS 5

- > Une campagne de communication sur les contrôles pour sensibiliser
les allocataires aux risques d'indus et de fraude
- > Le lancement d'un programme de prévention des indus et de la fraude :
l'exemple de l'envoi des lettres de mises en garde
- > Des contrôles qui contribuent au recours aux droits
- > Focus : Le droit à l'erreur

3. LA POLITIQUE DE CONTRÔLE À LA CAF DE LA VENDÉE ET À LA CAF DE LA SOMME 8

- > La Caf de la Vendée
- > La Caf de la Somme

ANNEXE 12

La fiche repère chiffres 2017

1. LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE POUR ASSURER LE PAIEMENT DU JUSTE DROIT

La politique de contrôle de la branche Famille vise à sécuriser les données communiquées par les 12,5 millions d'allocataires pour assurer le paiement juste, rapide et régulier des prestations sociales et familiales.

Les informations transmises par les allocataires et prises en compte pour ouvrir et gérer leurs droits sont pour l'essentiel déclaratives, et susceptibles d'erreurs, volontaires ou non. L'enjeu de la politique de contrôle est donc de vérifier la situation des allocataires pour garantir les versements à juste droit.

PLUS DE 35 MILLIONS DE POINTS DE CONTRÔLE VÉRIFIÉS PAR LES CAF EN 2017

En 2017, sur 12,5 millions d'allocataires, 7,7 millions ont été contrôlés sur au moins 1 élément de leur dossier, soit plus d'1 allocataire sur 2.

En 2017, les Caf ont vérifié 35,4 millions de points de contrôle



30,8 millions

de contrôles automatisés

(échanges de données avec Pôle emploi, les services des impôts...)



4,4 millions

de contrôles sur pièces
(demande de justificatifs à l'allocataire)



171 500

contrôles sur place
(visite du contrôleur chez l'allocataire)

Les contrôles automatisés : des institutions partenaires, comme Pôle Emploi et la DGFIP, par exemple, partagent leurs informations avec les Caf sur les revenus, les allocations perçues et permettent de régulariser les prestations versées, sans avoir besoin de solliciter les allocataires.

Les contrôles sur pièces : les Caf réclament des pièces justificatives aux allocataires pour vérifier les informations déclarées. Les techniciens des Caf assurent le contrôle en croisant les informations avec celles des autres administrations.

Les contrôles sur place sont assurés par des agents assermentés devant le Tribunal d'Instance et titulaires d'une carte professionnelle. Leurs missions sont de s'assurer de l'exactitude des informations fournies par les allocataires, mais aussi de les sensibiliser, de les informer et de les orienter en fonction de leur situation.



+ de 600

contrôleurs travaillent
pour les Caf

La politique de contrôle permet de détecter des indus : ce sont des sommes d'argent perçues en trop par les allocataires, à la suite d'une erreur involontaire (oubli ou retard de déclarations de ressources, par exemple) ou volontaire de la part de l'allocataire, ce qui relève alors de la fraude. A l'inverse, les rappels sont des sommes d'argent que les Caf doivent aux allocataires, pour des droits qu'ils n'ont pas perçus.

Au total, 2/3 des montants issus des contrôles, représentent des indus, et 1/3 des rappels.

Grâce à tous ces contrôles, 1,12 milliard d'euros ont été régularisés en 2017



UNE AUGMENTATION DE 5% DES RÉSULTATS DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE GRÂCE À UNE MEILLEURE DÉTECTION

En 2017, les résultats obtenus par la lutte contre la fraude ont continué de progresser, avec 45 100 cas détectés contre 42 959 cas en 2016, soit une augmentation de 5%. Par rapport à 2012, le nombre de cas de fraude détectée a été quasiment multiplié par trois. Cette progression est essentiellement due aux progrès de la détection par les Caf. Si la hausse observée en 2017 est moindre que celle observée en 2016, cette tendance s'explique par le fait que le niveau de fraude détectée et qualifiée est élevé : la marge de progression est donc moindre.

La lutte contre la fraude

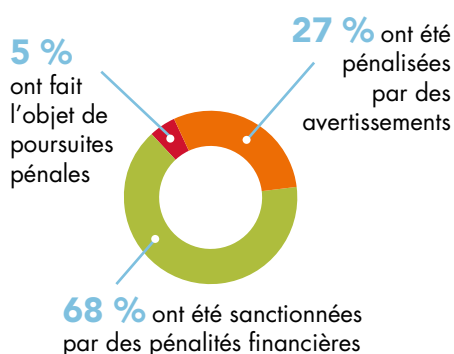
Les fraudes sont des erreurs volontaires des allocataires : omissions de déclarations de plus de 6 mois, fausses déclarations, répétitions de non déclarations.



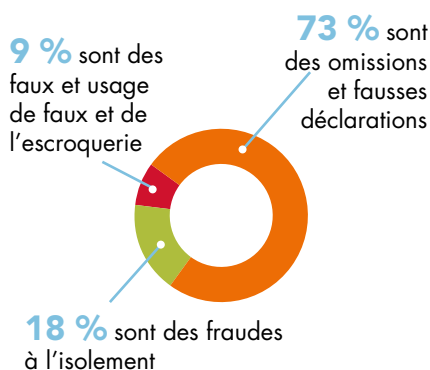
Cela représente



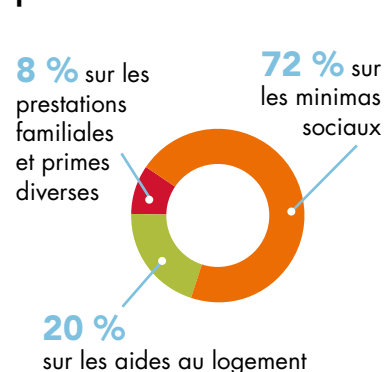
Toutes les fraudes détectées par les Caf sont sanctionnées. En 2017 :



Les typologies de fraudes en 2017 :



La fraude par catégories de prestations en 2017 :



Le ciblage par datamining, les outils du contrôle tel que le droit de communication bancaire, mais aussi la professionnalisation des contrôleurs expliquent cette progression.

Le datamining, qui représente environ 70% des contrôles sur place et a permis de détecter 284,5 millions d'euros d'indus ou de rappels, s'appuie sur le croisement de plusieurs centaines de données statistiques. Ce traitement informatique permet de calculer la probabilité qu'une erreur se produise, en donnant un score de risque prédictif. Généralisé à tout le réseau des Caf, ce dispositif permet ainsi de repérer plus précisément les dossiers à risques.

Le droit de communication bancaire : selon l'article L114-19/20 du Code de la Sécurité sociale, les Caf peuvent demander les relevés de compte des allocataires directement auprès des banques, s'il existe un doute sur le niveau des ressources d'un allocataire dans le cadre d'un contrôle sur place.

TOUTES LES FRAUDES DÉTECTÉES PAR LES CAF SONT SANCTIONNÉES

La lutte contre la fraude n'est efficace que s'il y a sanction : aussi, la branche Famille mène une politique de sanctions volontariste, organisée autour d'un barème national qui permet de garantir un traitement égal sur l'ensemble du territoire dans un but d'équité entre les allocataires. Il prévoit un dispositif gradué, de l'avertissement (27%) à la pénalité financière (68%), jusqu'au dépôt de plainte (5%) pour les sanctions prononcées en 2017.

2. UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE QUI S'APPUIE ÉGALEMENT SUR LA PRÉVENTION ET CONTRIBUE AU RECOURS AUX DROITS

Pour payer le juste droit, il ne suffit pas de détecter les indus, rappels et fraudes. La politique de contrôle s'appuie également sur la prévention des erreurs de déclarations, dont la majorité sont involontaires. La branche Famille met en œuvre deux leviers principaux en matière de prévention : la communication et l'envoi de lettres de mises en garde. Les contrôles permettent également d'accompagner et d'orienter dans l'accès aux prestations, lors des contrôles à domicile.

UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION SUR LE CONTRÔLE POUR SENSIBILISER LES ALLOCATAIRES AUX RISQUES D'INDUS ET DE FRAUDE

Pour sensibiliser le public aux enjeux de la politique de contrôle des Allocations familiales, la branche Famille a lancé une campagne de communication auprès du grand public et des allocataires. Son objectif est également d'inciter les allocataires à déclarer à leur caisse d'allocations familiales tout changement dans leur situation, afin de leur éviter d'avoir à rembourser des indus.

La campagne comprend :

> une affiche apposée dans les accueils des Caf



Chaque année, + d'1 allocataire sur 2 est contrôlé par la Caf



> **une vidéo mise en ligne sur Caf.fr**

> **et sur Youtube**

> **un article dédié dans *Vies de Famille***, le magazine des Caf diffusé aux allocataires, et sa newsletter

Vies de Famille est la marque d'un média multi-supports et se décline désormais en une version papier trimestrielle (4,42 millions de lecteurs selon la dernière **étude One**), une newsletter mensuelle (8,2 millions d'abonnés), www.caf.fr/vies-de-famille le site Internet dédié (1,3 million de visiteurs uniques mensuels), **un kiosque numérique** et **une émission** au format télévision diffusé sur la WebTv dédiée.

> **un dossier de presse sonore**



Par ailleurs, **en permanence sur le site www.caf.fr**, les allocataires sont incités à déclarer en ligne tout changement de situation sur leur compte personnel ou sur l'appli « Mon compte ».

Une seconde campagne d'informations, programmée au second semestre 2018, sera exclusivement consacrée à la prévention des erreurs de déclaration et sensibilisera une nouvelle fois les allocataires sur l'importance d'informer leur caisse d'allocations familiales sur leur situation.

LE LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE PRÉVENTION DES INDUS ET DE LA FRAUDE : L'EXEMPLE DE L'ENVOI DE LETTRES DE MISES EN GARDE

En écho au projet de loi sur le droit à l'erreur en cours de débat parlementaire (cf. focus ci-dessous), la branche Famille a lancé un programme annuel de prévention des erreurs de déclarations (frauduleuses ou non). En effet, des études menées en 2017 ont montré que les allocataires connaissent mal leurs obligations déclaratives.

Ce programme s'appuie notamment sur des lettres de mise en garde, et des supports pour les bailleurs et les allocataires, précisant des notions mal comprises (telles que le changement de situation) et les liens entre les obligations de déclarations et les impacts sur les droits.

L'EXEMPLE DE L'ENVOI DES LETTRES DE MISE EN GARDE



37 843

**lettres ont ainsi été
expédiées** de juin 2016
à novembre 2017

Depuis 2016, à titre expérimental, les Caf envoient des lettres de mises en garde aux allocataires qui ont des indus importants et/ou répétés. De juin 2016 à novembre 2017, 37 843 lettres ont ainsi été expédiées.

Le résultat est efficace : seul 1% des allocataires qui ont reçu une lettre de mise en garde font ensuite l'objet d'un constat de fraude.

Ces lettres permettent donc de prévenir la réitération d'erreurs de déclarations dont certaines pourraient être frauduleuses.

Ce dispositif a donc été généralisé en 2018.

DES CONTRÔLES QUI FACILITENT LE RECOURS AUX DROITS

En 2017, 171 000 visites à domicile ont été réalisées par plus de 600 contrôleurs des Caf. Si le contrôleur est là pour vérifier que la situation de l'allocataire est conforme avec son dossier, il répond également à ses questions et lui prodigue des conseils. Cette année, les contrôles sur place ont permis de régulariser plus de 154 000 dossiers.

Dans 48% des cas, les allocataires ont obtenu des prestations supplémentaires qui n'avaient pas été détectées.

Plusieurs actions de prévention du non recours existent déjà, telles que les mesures mises en place en faveur de l'inclusion numérique, l'offre de service proposée aux allocataires avec le rendez-vous des droits, les différents partenariats de la branche Famille...

Une expérimentation réalisée dans plusieurs Caf, a montré que le datamining, déjà utilisé dans la lutte contre la fraude par les Caf depuis 2017, pouvait également faciliter le recours aux droits.

Le datamining, ou littéralement « fouille de données », est une technique permettant de croiser un grand nombre de données statistiques par traitement informatique. Dans le cadre de la politique de contrôle, ce croisement des données a permis de calculer la probabilité des erreurs, en donnant un score prédictif des risques d'indu ou d'erreurs avec des conséquences financières.

Une expérimentation réalisée l'an dernier par la Caf de la Gironde a démontré le niveau élevé du non-recours aux droits parmi ses allocataires. C'est pourquoi la branche Famille élabore un modèle de datamining visant à repérer des types de profils d'allocataires susceptibles de bénéficier de prestations qu'ils n'ont pas demandés. Il est destiné à être généralisé à l'horizon 2019.

FOCUS SUR LE DROIT À L'ERREUR

Le projet de loi « pour un Etat au service d'une société de confiance » instaure un « droit à l'erreur ». Ce droit confère à chacun la possibilité de se tromper dans ses déclarations à l'administration sans risquer une sanction dès le premier manquement. Chacun doit pouvoir rectifier, spontanément ou au cours d'un contrôle, lorsque son erreur est reconnue de bonne foi.

Attention, ce droit n'est pas une licence à l'erreur : il ne s'applique ni aux récidivistes ni aux fraudeurs, et n'implique pas non plus un droit au retard. Enfin, il ne dispense pas de rembourser l'indu.



LES CAF PRATIQUENT DÉJÀ LE DROIT À L'ERREUR

> Un allocataire qui rectifie sa déclaration et qui est de bonne foi, rembourse l'indu ou bénéficie d'un rappel si la déclaration est de nature à modifier le montant de ses droits : il n'est pas sanctionné.

> Un allocataire qui omet de déclarer son changement de situation ou réalise de fausses déclarations de manière intentionnelle, rembourse l'indu si la déclaration est de nature à modifier le montant de ses droits : il peut être sanctionné pour fraude.

L'objectif pour la branche Famille est de conseiller encore plus en amont les allocataires sur leurs obligations déclaratives, pour prévenir les erreurs. C'est toute l'ambition du programme de prévention des indus porté par la branche Famille pour 2018.

3. LA POLITIQUE DE CONTRÔLE À LA CAF DE LA VENDÉE ET À LA CAF DE LA SOMME



LA CAF DE LA VENDÉE

Directrice : Françoise CORNET-GUERRA

La Caf de la Vendée en chiffres (2017)

298 973 Vendéens reçoivent au moins une prestation légale versée par la Caf, soit presque 45% de la population totale (plus de 666 000 habitants). Le département se caractérise par une proportion importante de familles avec enfants. Pour un allocataire sur 3, les prestations représentent au moins 1/4 de leurs revenus mensuels. Pour un allocataire sur 10, les prestations sont les seules ressources mensuelles.

La Caf verse

627 770 028 €

de prestations aux familles et partenaires, avec 38 799 859 € de dépenses d'action sociale et 5 88 970 170 € de prestations légales versées, soit une moyenne de 452 € de montant moyen mensuel versé aux allocataires.



RÉALISATION CAF VENDÉE - SERVICE COMMUNICATION - MARS 19

L'offre de service de la Caf de la Vendée, dont le siège est situé 109 boulevard Louis-Blanc, à La Roche-sur-Yon :

- > Un numéro de téléphone : 0 810 25 85 10
- > Un site internet : www.vendee.caf.fr
- > Un fil twitter : [www.twitter.com/cafdelavendee](https://twitter.com/cafdelavendee)
- > Une page Facebook : www.facebook.com/cafdelavendee/

Plus d'infos sur la Caf de Vendée, avec :

- > La présentation de sa politique partenariale et notamment **le Schéma départemental des services aux familles 2016-2020** et celui de l'animation de la vie sociale
- > **Le rapport d'activités 2016**

LA POLITIQUE DE CONTRÔLE DE LA CAF DE LA VENDÉE EN CHIFFRES

La Caf de Vendée a vérifié 289 734 points de contrôle en 2017, dont :



258 927

contrôles automatisés



30 094

contrôles sur pièces
(demande de justificatifs
à l'allocataire)



713

contrôles sur place
(visite du contrôleur
chez l'allocataire)

Ces contrôles ont permis à la Caf de régulariser :

5,9

millions d'euros, dont
4 274 234 euros d'indus,
et 1 583 747 de rappels.

307

fraudes ont également été
repérées par l'organisme,
d'un montant moyen de
4 683 euros.

Les moyens utilisés par la Caf pour cibler les contrôles sur pièce ou sur place :

- > le datamining
- > la vérification de cohérence entre les déclarations de revenus et la situation professionnelle de l'allocataire
- > différents ciblage
- > le ciblage local
- > les signalements des conseillers allocataires
- > et des partenaires (Pôle Emploi, les organismes sociaux, le conseil départemental, etc.)

UN EXEMPLE DE COOPÉRATION ENTRE LA CAF ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL SUR LE CONTRÔLE ET LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE AU RSA

Le Rsa est géré par la Caf mais est financé par le Conseil départemental. Il en résulte une nécessaire coordination en matière de contrôle et de lutte contre la fraude au Rsa. La Caf de la Vendée a signé une convention avec le Conseil départemental, qui permet d'optimiser les contrôles en évitant les doublons avec :

- > la mise à disposition auprès des agents du département d'un nouveau service qui permet de consulter les droits des allocataires-bénéficiaires du Rsa.
- > un échange entre la Caf et le Conseil départemental sur les personnes en cours de contrôle.

UNE DES CARACTÉRISTIQUES DES FRAUDES DÉTECTÉES, LES FRAUDES À L'ISOLEMENT

La politique de lutte contre la fraude de la Caf est caractérisée par la fraude à l'isolement : un quart des fraudes détectées (contre 18% au niveau national). Les prestations sont dans leur grande majorité versées sous condition de ressources. Les ressources prises en compte sont celles du foyer de l'allocataire. Dans un certain nombre de cas, il arrive qu'une personne vivant en couple déclare ses ressources en tant que personne isolée. La Caf analyse les situations à partir d'un faisceau d'indices qui permettent d'identifier ou pas, une communauté d'adresse, ou d'intérêts matériels et affectifs.

En fonction des situations, la Caf régularise simplement le dossier ou retient l'intention frauduleuse. Dans ce dernier cas, au-delà de la régularisation, une sanction est appliquée. Cette fraude n'est pas toujours simple à qualifier, car les configurations familiales d'aujourd'hui ne sont plus celles d'hier. La détermination du caractère intentionnel est un exercice subtil, qui nécessite tout le professionnalisme des contrôleurs et des experts de la lutte contre la fraude.

La Caf de la Somme en chiffres (2017)

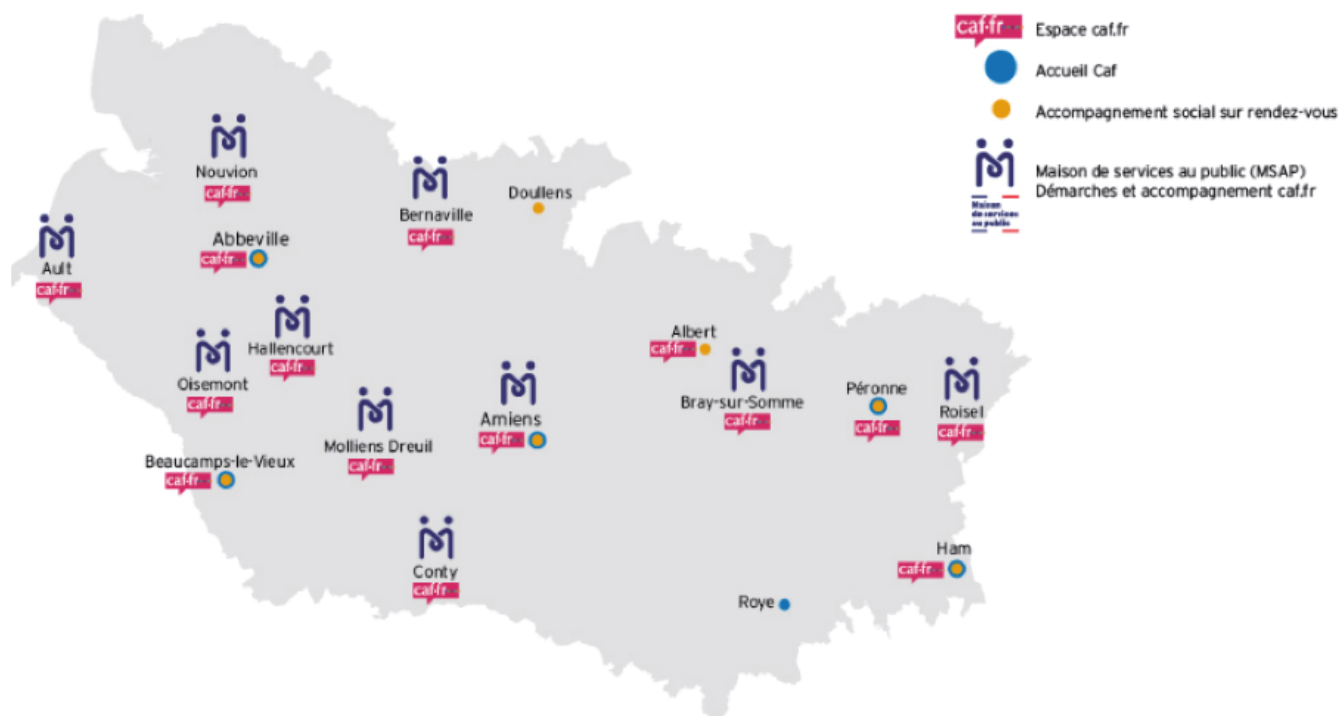
279 400

Samariens reçoivent au moins une prestation, soit plus d'un sur deux dans la population totale (environ 500 000 habitants). Les allocataires avec enfant(s) à charge représentent près de 52 % des allocataires. Parmi eux, 28 % sont des familles monoparentales. Plus de 49 000 des allocataires vivent seuls, ce qui représentent 43% du total.

La Caf verse

683 M €

de prestations légales à ses 114 820 allocataires, soit un montant moyen mensuel par allocataire de 495 €, et dépense 35,1 millions € au titre de l'action sociale.



Chaque jour, en moyenne, à la Caf de la Somme, (dont le siège est situé 9 Boulevard Maignan Larivière, à Amiens) :

- > 11 200 internautes consultent leur dossier en ligne sur le site www.caf.fr, dont 51% sur l'appli mobile Mon compte Caf ;
- > Plus de 260 réponses sont envoyées aux demandes par mail ;
- > 4 200 courriers sont reçus ;
- > 1 000 allocataires sont renseignés par téléphone (0 810 25 80 10).

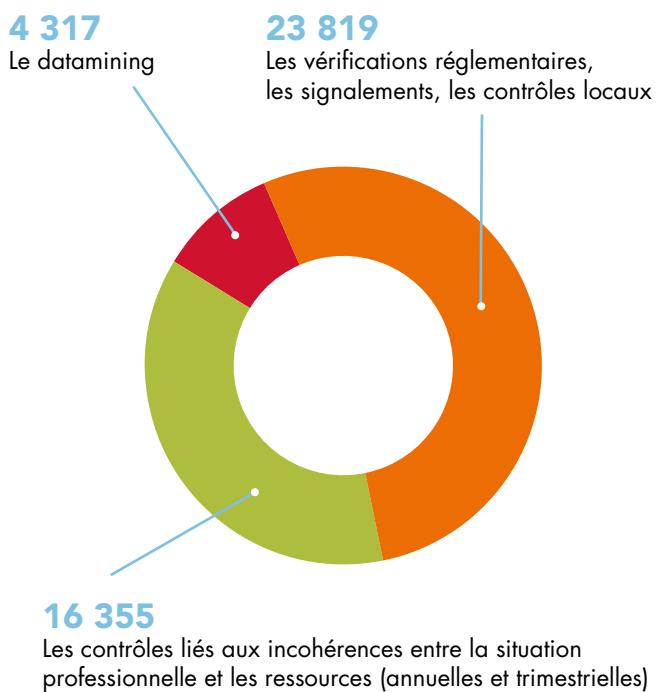
Plus d'infos sur la Caf de la Somme avec :

- > **Le rapport d'activités 2016** ;
- > **Le portrait social**, qui présente les principales données sur ses allocataires et l'accueil des jeunes enfants dans le département.

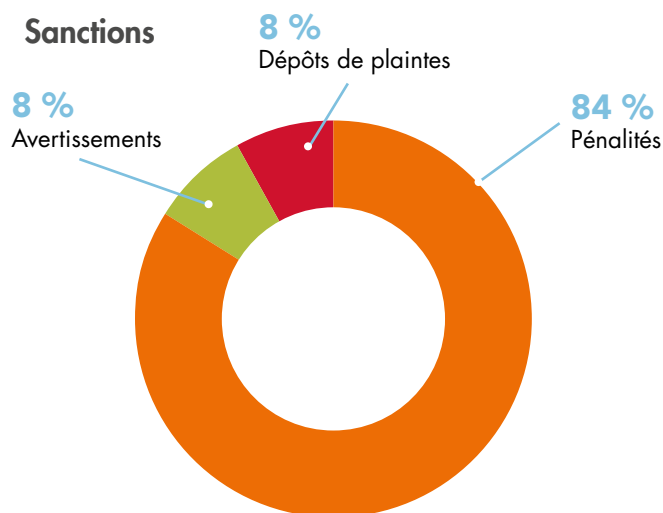
LA POLITIQUE DE CONTRÔLE DE LA CAF DE LA SOMME EN CHIFFRES

En 2017, la Caf a vérifié 341 968 points de contrôle, dont 297 477 contrôles automatisés, 42 490 sur pièce, et 2001 sur place.

Les moyens utilisés par la Caf pour cibler les contrôles sur pièce ou sur place :



Sanctions



Ces contrôles ont permis à la Caf de régulariser 10,01 millions d'€, dont :



UN TERRITOIRE MARQUÉ PAR UNE GRANDE PRÉCARITÉ, DES CONTRÔLES QUI RÉGULARISENT LES DOSSIERS AVEC DES INDUS ET DES RAPPELS

Le territoire de la Somme est marqué par une précarité importante. En 2017, pour 1 allocataire sur 3, les prestations de la CAF représentent plus de la moitié des revenus et pour 2 sur 10, la totalité des revenus. Plus d'1/3 des personnes couvertes par des prestations servies par la CAF, soit près de 100 000 personnes, vivent sous le seuil de bas revenus (60% de la médiane des revenus, soit 1 052 € par mois)

Les situations de vie, notamment professionnelles, des allocataires sont plus mouvantes qu'ailleurs (contrats courts, passages de périodes d'activité à des périodes d'inactivité fréquents...).

Il en résulte un nombre très important d'erreurs dans les déclarations des allocataires. Aussi, la politique de contrôle permet de régulariser les droits à la hausse

comme à la baisse. Pour exemple, sur 100 contrôles sur place, 56 indus et 50 rappels ont été détectés en moyenne, en 2017 (possibilité qu'un indu et un rappel soient détectés pour un même dossier). La politique de contrôle participe donc de l'accès aux droits.

L'ÉQUIPEMENT ET LES OUTILS DES CONTRÔLEURS, UN LEVIER DE PERFORMANCE DES CONTRÔLES

Le contrôle sur place, dans la Somme, comme sur l'ensemble du territoire, est le levier le plus performant de la politique de contrôle.

L'efficacité des contrôles sur place repose sur :

- > la formation des contrôleurs : initiale (certifiante) et continue ;
- > les outils mis à disposition du contrôleur : les portails partenaires ;
- > l'équipement des contrôleurs : les contrôleurs disposent notamment d'un smartphone, d'un ordinateur portable et de scanners portatifs pour faciliter les contrôles sur place.

ANNEXE

> La fiche repère chiffres 2017

Les contrôles de la branche Famille en 2017

Les Caf déploient une politique de contrôle pour vérifier l'exactitude et sécuriser les données déclarées par les allocataires.

L'objectif : un paiement juste, rapide et régulier afin que chacun perçoive tous ses droits, rien que ses droits.

Sur 12,5 millions d'allocataires, 7,7 millions ont été contrôlés sur au moins un élément de leur dossier en 2017, soit **+ d'1 allocataire sur 2**.

En 2017, les Caf ont vérifié 35,4 millions de points de contrôles



30,8 millions

de contrôles automatisés
(échanges de données avec Pôle emploi, le service des impôts)



4,4 millions

de contrôles sur pièces
(demande de justificatifs à l'allocataire)



171 500

contrôles sur place
(visite du contrôleur chez l'allocataire)

Les Caf disposent de plusieurs moyens pour cibler les contrôles sur pièces et sur place

Le **datamining**, processus automatique de fouille de données, qui représente 9 % des contrôles

Les **incohérences sur les ressources et situations professionnelles**, qui représentent 38 % des contrôles

Les **autres contrôles** (vérifications réglementaires, signalements, contrôles locaux...), qui représentent 53 % des contrôles

Grâce à tous ces contrôles, 1,12 milliard d'euros ont été régularisés en 2017

72 % sont des **indus** (dont une partie correspond à des fraudes) :



les allocataires ont remboursé **802 millions d'euros** aux Caf

28 %



sont des **rappels** : les Caf ont versé **316 millions d'euros** aux allocataires qui ne percevaient pas assez de prestations en fonction de leur situation et de leurs droits

Le contrôle sur place

Les contrôleurs des Caf sont assermentés par le Tribunal d'Instance et titulaires d'une carte professionnelle. Ils réalisent des entretiens individualisés au domicile des allocataires, à la Caf ou dans un autre lieu d'accueil du public.

Ils vérifient la conformité des dossiers mais peuvent aussi conseiller les allocataires sur leurs droits et les orienter vers d'autres services des Caf.



+ de 600

contrôleurs travaillent
pour les Caf



En 2017

les contrôles sur place ont permis de régulariser

1 541 109

situations

48% €

sont des rappels
65 348 rappels qui
représentent
74 millions d'euros

52% €

sont des indus
88 761 indus qui
représentent
266 millions d'euros

La lutte contre la fraude

Les fraudes sont des erreurs volontaires des allocataires : omissions de déclarations de plus de 6 mois, fausses déclarations, répétitions de non déclarations.

45 100

fraudes ont été détectées
par la Caf en 2017,
soit 291 millions d'euros



Cela représente

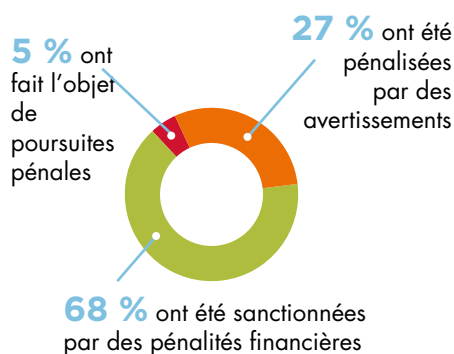
0,36 %

de la population des
allocataires

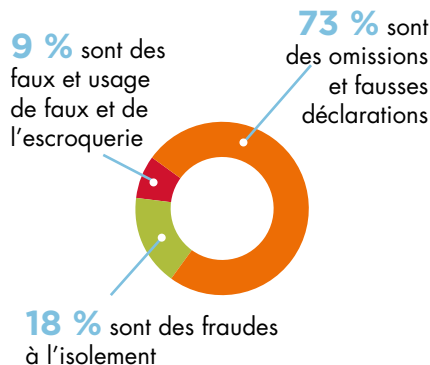
6 455 €

montant moyen d'une fraude

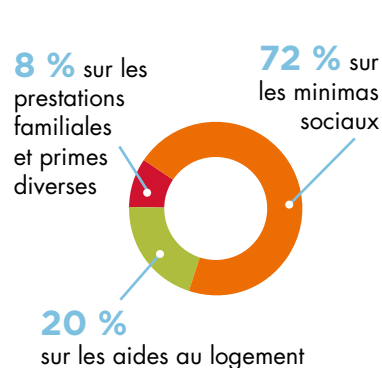
Toutes les fraudes détectées par les Caf sont sanctionnées. En 2017 :



Les typologies de fraudes en 2017 :



La fraude par catégories de prestations en 2017 :



Contact presse

Virginie RAULT

01 45 65 68 84

07 78 95 49 90

presse@cnafr.fr